

Massimo Asta, *Girolamo Li Causi, un rivoluzionario del Novecento. 1896-1977*, Rome, Carocci, 2017, 328 p.

Michele Di Donato



Girolamo Li Causi (1896-1977) fut un dirigeant du Parti communiste italien (PCI). Sicilien, son nom est principalement lié, dans la mémoire publique, à son rôle de secrétaire régional du parti dans les années troubles de l'après-Seconde Guerre mondiale. La biographie que Massimo Asta lui consacre s'ouvre par une image évoquant cette période. En septembre 1944, Li Causi est victime d'un attentat perpétré sur la place principale du village de Villalba, dans l'arrière-pays sicilien, alors qu'il prononce un discours en narguant le chef mafieux local, Calogero Vizzini. Lorsqu'une rafale de balles et une pluie de bombes s'abat contre la tribune d'où il parle, l'homme ne cherche pas à se protéger mais reste debout face aux assaillants jusqu'à ce qu'il s'écroule, touché au genou. C'est à la suite de cet

attentat, note l'auteur, que la popularité de Li Causi s'étend au-delà des milieux de la mouvance communiste et antifasciste et que le Sicilien devient un leader reconnu du mouvement paysan et de la lutte contre la mafia.

Cette image, qui insiste sur le *topos* du militant communiste prêt au sacrifice suprême, évoque fortement celle à partir de laquelle le romancier Javier Cercas a construit son livre sur la tentative de coup d'État en Espagne du 23 février 1981, *Anatomie d'un instant*¹. Quand les militaires putschistes entrent, armes au poing, dans la salle de l'Assemblée parlementaire, trois hommes seulement restent debout au lieu de chercher abri sous les bancs : le Premier ministre Adolfo Suárez, son adjoint Manuel Gutiérrez Mellado, et le chef du Parti communiste, Santiago Carrillo. Cherchant à comprendre les raisons de ce dernier, Cercas parle d'un « geste qui contient beaucoup de gestes ». Deux aspects le frappent plus particulièrement. Le premier est la nature militaire du geste de Carrillo, qui rappelle que le leader communiste avait choisi son parti, cinquante ans auparavant, « comme s'il était entré dans un ordre militaire, et toute sa biographie l'avait préparé à un moment pareil ». Mais Cercas voit aussi dans le geste de Carrillo celui d'un homme qui, après avoir combattu la démocratie au nom de la révolution, décide finalement de risquer sa vie pour la défendre – tout en ayant conscience des limites du système postfranquiste.

La pluralité de signifiés que la sensibilité du romancier a voulu retracer dans le geste

¹ Javier Cercas, *Anatomie d'un instant*, Paris, Actes Sud, 2013. Les citations proviennent de l'édition italienne (*Anatomia di un istante*, Milano, Guanda, 2010, p. 177-178, la traduction est la mienne).

de Santiago Carrillo n'est en effet qu'un reflet du caractère multiple, complexe et ambigu de l'expérience du communisme, caractère que l'on retrouve tout entier dans la biographie de Girolamo Li Causi. Sa vie fut, comme le dit bien le sous-titre de l'ouvrage, celle d'un « révolutionnaire du XX^e siècle ». Formé dans les milieux du radicalisme sicilien, Li Causi adhéra très jeune au Parti socialiste italien (PSI). Sa socialisation politique n'eut pas lieu sur son île natale – où il ne commença à jouer un rôle politique qu'au lendemain de la Libération, alors qu'il est déjà âgé de presque 50 ans – mais à Venise, où il partit en 1913 pour suivre les cours de l'école de commerce de Ca' Foscari. Son mentor fut le chef de file des socialistes maximalistes, Giacinto Menotti Serrati, et c'est sous l'égide de ce dernier que le jeune Li Causi devint un protagoniste du mouvement ouvrier de la Vénétie, notamment au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Fasciné par la Révolution bolchevique, Li Causi n'adhéra au Parti communiste qu'en 1924, trois ans après la scission de Livourne entre socialistes et communistes, quand il rejoignit le Parti communiste d'Italie (Pcd'I) avec le groupe des socialistes dits *terzini*, des maximalistes partisans de la Troisième Internationale. Massimo Asta insiste, à raison, sur les contradictions que la militance communiste provoqua chez un homme qui avait une culture politique assez éloignée des canons du léninisme. Influencé par la pensée de Georges Sorel et sensible au mythe de la grève générale révolutionnaire, Li Causi se retrouva souvent proche de syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et adeptes de l'« action directe », avec lesquels il chercha à nouer des alliances et des collaborations dans les « deux années rouges » de l'après-guerre (1919-1920). Il dut également faire face à la violence du fascisme dont il fut souvent une cible. Ses affinités avec la tradition spontanéiste et libertaire, d'une part, et son adhésion à la vision maximaliste d'une révolution « inévitable » qui, pourtant, ne pouvait pas précéder la pleine maturation des contradictions du capitalisme, de l'autre, étaient difficilement compatibles avec le modèle centraliste et la confiance jacobine dans le rôle des avant-gardes propres au léninisme. L'adhésion de Li Causi au communisme s'explique avant tout par le bilan très négatif que lui et son groupe tiraient de la politique du PSI dans les années d'après-guerre. Massimo Asta montre que la reconstitution d'un tel parcours, à l'instar de celui d'autres futurs dirigeants du PCI (le cas le plus connu étant celui du leader syndical Giuseppe Di Vittorio), est intéressant aussi pour vérifier comment l'intégration de représentants de traditions très différents de la gauche italienne au sein du PCI finit par s'inscrire dans le projet porté par le leader du parti, Palmiro Togliatti, après la Seconde Guerre mondiale : celui de « bâtir un parti de masse capable de “s'adapter à tous les replis de la société” » (p. 14).

Choisir la militance communiste en 1924, c'était choisir un parti constamment harcelé par le régime fasciste et bientôt illégal. Actif dans les groupes antifascistes réfugiés en France, Li Causi rentre ensuite en Italie où il s'implique dans l'organisation clandestine du PCI. Arrêté en 1928, il ne fut relâché qu'en 1943. Entre ces deux dates, il resta trois ans en cellule d'isolement avant d'être transféré avec d'autres détenus politiques à Pérouse, puis à Civitavecchia. Là, il fit l'expérience collective de l'« université de la prison » – en donnant des cours d'histoire économique aux prisonniers – et put suivre, fût-ce de loin, l'évolution des affaires italiennes et internationales, notamment celles relatives à l'évolution de la ligne du Komintern. Économiste de formation, il parvint, dans les conditions de détention relativement moins dures sur les îles de Ponza et Ventotene, à approfondir ses

réflexions sur le capitalisme financier italien et sur le rôle de l'État, notamment après la fondation, à la suite de la crise de 1929, de l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI), l'organisme chargé de coordonner l'intervention de l'État dans le système bancaire et industriel. Dans les débats avec les autres prisonniers, il adoptait généralement des positions assez orthodoxes (notamment sur la crise économique et sur les chances qu'elle aurait dû ouvrir à la révolution mondiale), et les lettres qu'il envoyait à sa famille soulignent sa complète adhésion aux modèles de la discipline révolutionnaire : « Apparemment, vous et moi pratiquons une religion différente ; en fait, nous sommes peut-être l'un à côté de l'autre », écrit-il à son père, catholique, en 1930 (p. 92-93). Et encore : « La souffrance, ça n'est rien, nous souffrons tous de mille manières. Savoir comment souffrir c'est tout, mais comment ? Sans jamais faire de compromis avec sa conscience ; droits et lumineux comme de bonnes lames, en privé comme en public » (p. 91).

Cette éthique militante se révéla une arme à double tranchant au moment du retour à l'activité politique dans la Résistance. À sa sortie de prison, Li Causi représenta le PCI dans le Comité de libération nationale de l'Italie du Nord. En juin 1944, Palmiro Togliatti, de retour d'URSS, en fit son représentant dans la Sicile libérée qui, depuis quelques mois, avait renoué avec la démocratie. Initialement sceptique à l'égard de la ligne du leader du PCI fondée sur la coopération avec les autres forces antifascistes et la participation aux gouvernements d'unité nationale, Li Causi eut du mal à s'adapter au modèle du « parti nouveau » de masse conçu par Togliatti – une position qu'il partageait avec d'autres « vieux » communistes ayant fait l'expérience de la militance clandestine, de l'exil et de la prison. Cela ne l'empêcha pas de devenir le représentant du PCI dans un des contextes les plus chauds de l'après-guerre italien, celui de la Sicile, traversé par l'agitation séparatiste et par le chevauchement entre violence criminelle et violence politique. L'auteur montre bien le rôle de Li Causi dans la refondation du communisme dans la région sur des bases résolument anti-mafieuses, réfutant par là-même les interprétations « indulgentes » qui voyaient dans le phénomène mafieux l'expression d'une « résistance prémoderne à l'exploitation industrielle et capitaliste » (p. 143). Par-delà les questions les plus connues – la définition du statut d'autonomie de l'île dans le nouvel ordre constitutionnel italien, la mobilisation des paysans sans terre, les tentatives d'ouverture aux classes moyennes –, l'observatoire sicilien est également intéressant pour vérifier l'évolution de la position des communistes sur la question de la planification économique et de l'intervention étatique. Li Causi, qui s'était déjà penché sur ces problèmes au cours de ses années de prison, fut très actif dans les débats qui précédèrent l'institution, en 1946, d'un organisme régional public pour la production d'électricité.

Fondée sur des sources amples et variées – archives de parti, sources policières et autres documents publics italiens, cartes privées et documents de famille, mais aussi fonds conservés en Russie qui détaillent les rapports entre Li Causi et l'ambassade soviétique –, la recherche de Massimo Asta offre un portrait riche et nuancé de la vie d'une des figures les plus populaires du communisme italien de l'après-guerre. La dimension « sicilienne », à laquelle on associe généralement Li Causi, est mise en rapport avec un horizon plus vaste, qui part des origines du socialisme italien et parvient, à travers le Parti communiste, à s'entrelacer avec les stratégies du mouvement communiste international et la politique étrangère soviétique. On peut toutefois regretter que ce contexte reste parfois trop à l'arrière-plan, le récit hésitant à s'éloigner de l'itinéraire de son personnage principal. Sur un certain nombre de



Histoire@Politique, « Comptes rendus – ouvrages », www.histoire-politique.fr
Mis en ligne le 30 juillet 2019

questions, par exemple les résistances à la stratégie de Togliatti et le phénomène mafieux, les prises de position de Li Causi seraient mieux comprises par l'examen plus attentif du milieu dans lequel elles émergent. Cette recherche représente néanmoins un bel exemple des apports que l'approche biographique peut fournir à l'étude de l'histoire politique du mouvement ouvrier européen.